



direction des services
départementaux
de l'éducation nationale
Alpes-Maritimes
éducation
nationale

53 Avenue Cap de
Croix
06 181 Nice Cedex 2

Tél : 04 93 72 63 00

Fax : 04 93 72 64 17

Mél : ia06@ac-nice.fr

Web : www.ac-nice.fr/ia06

Division du personnel
Enseignant 1^{er} degré

Affaire suivie par :
Mélisa BATESTI

Tél : 04.93.72.63.60

Fax : 04.93.72.63.22

Mél : dipe06@ac-nice.fr

Nice, le 5 novembre 2014

Le Recteur de l'Académie de Nice
Chancelier des Universités

à

Mesdames et Messieurs les instituteurs(trices)
et professeur(e)s des écoles

S/c de Mesdames et Messieurs de
l'Inspecteurs(trices) de circonscription

Objet : Procédure de contrôle des arrêts de maladie des fonctionnaires

Réf : Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires
Loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique d'Etat
Décret n°86-442 du 14 mars 1986 modifié
Décret n°2014-1133 du 3 octobre 2014

Le décret n°2014-1133 du 3 octobre 2014 introduit de nouvelles dispositions concernant l'octroi des congés de maladie.

Désormais, l'octroi d'un congé de maladie ainsi que le renouvellement du congé initialement accordé suppose que l'agent adresse à l'Inspection de circonscription dont il relève, **dans un délai de quarante-huit heures suivant son établissement**, un avis d'interruption de travail. Cet avis indique, d'après les prescriptions d'un médecin, d'un chirurgien-dentiste ou d'une sage-femme, la durée probable de l'incapacité de travail. L'acheminement de ce type de justificatif par le biais du courrier municipal est donc proscrit.

En cas d'envoi de l'avis d'interruption de travail au-delà de ce délai, l'Inspecteur de circonscription informe par courrier l'agent du retard constaté et de la réduction de la rémunération à laquelle il s'expose en cas de nouvel envoi tardif dans les vingt-quatre mois suivant l'établissement du premier arrêt de travail considéré.

En cas de nouvel envoi tardif dans le délai de vingt-quatre mois susmentionné, le montant de la rémunération afférente à la période écoulée entre la date d'établissement de l'avis d'interruption de travail et la date d'envoi de celui-ci à l'administration est réduit de moitié.

Cette réduction de la rémunération n'est pas appliquée si le fonctionnaire justifie d'une hospitalisation ou, dans un délai de huit jours suivant l'établissement de l'avis d'interruption de travail, de l'impossibilité d'envoyer cet avis en temps utile.

La rémunération prise en considération comprend le traitement indiciaire brut ainsi que les primes et indemnités perçues par l'agent à l'exception de celles énumérées ci-après :

- Les primes et indemnités qui ont le caractère de remboursement de frais ;

- Les primes et indemnités liées au changement de résidence, à la primo-affectation, à la mobilité géographique et aux restructurations ;
- Les primes et indemnités liées à l'organisation du travail ;
- Les avantages en nature ;
- Les indemnités d'enseignement ou de jury ainsi que les autres indemnités non directement liées à l'emploi ;
- La part ou l'intégralité des primes et indemnités dont la modulation est fonction des résultats et de la manière de servir ;
- Les versements exceptionnels ou occasionnels de primes et indemnités correspondant à un fait générateur unique ;
- Le supplément familial de traitement ;
- L'indemnité de résidence ;
- La prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.

L'administration peut faire procéder à tout moment à la contre-visite du demandeur par un médecin agréé ; le fonctionnaire doit se soumettre, sous peine d'interruption du versement de sa rémunération, à cette contre-visite.

Le comité médical compétent peut être saisi, soit par l'administration, soit par l'intéressé, des conclusions du médecin agréé.

Mes services restent à votre disposition pour toute information complémentaire.

Pour le Recteur et par délégation,
L'Inspecteur d'Académie,
par délégation, la Secrétaire Générale



Sandra PERIERS